

## I. Politiek geschiedenis - Histoire politique

O. DARD & V. PEREIRA (dir.)

### *Vérités et légendes d'une "OAS internationale"*

Paris, Riveneuve Éditions, 2013, 257 p.

Au début des années '60 du siècle dernier, la France était profondément divisée sur le sort à réserver à l'Algérie. Le conflit opposait les défenseurs d'une Algérie indépendante à ceux qui voulaient à tout prix conserver ce territoire comme une partie intégrante de la France. Cette guerre franco-française, déchirante et sanglante, se déroula dans le cadre de la "guerre d'Algérie" [1954-1962], opposant des nationalistes algériens à la République française. L'avènement du général De Gaulle semblait pour beaucoup de partisans de l'Algérie française une bouée de sauvetage. N'avait-il pas, peu après son investiture, lors d'une de ses allocutions, lancé la phrase "Je vous ai compris" en réponse aux colères de beaucoup de Français d'Algérie ? Ceux qui voyaient en lui leur sauveur qui n'abandonnerait jamais l'Algérie se sont amèrement trompés. Très vite De Gaulle parla d'autodétermination, de référendum pour aboutir, en 1962, aux accords d'Evian conférant à l'Algérie le statut d'un Etat indépendant.

Dès 1959, lorsque les intentions réelles du Général furent devenues claires, se sont formés, en France et en Algérie, des groupes prêts à tout pour s'opposer à "l'abandon" de l'Algérie. Ils voyaient désormais en De Gaulle un traître à ses propres promesses et, en outre, le considéraient comme une sorte de compagnon de route du communisme, supposé inspirer les nationalistes arabes. Cette

vague de mécontentement donna naissance, début 1961, à l'OAS, l'Organisation Armée Secrète, qui pouvait compter sur beaucoup de sympathies au sein de l'armée. Des officiers se déclaraient prêts à désertir et à rejoindre les rangs de l'OAS pour combattre De Gaulle dans ce qui allait devenir un conflit aux allures de guerre civile. Mais rien n'y fit : en 1962, le rideau tomba et l'Algérie devint un État indépendant. Ceci n'empêcha pas les ultras de l'OAS de forger des plans d'assassinat du Général jusqu'en 1965.

Pour échapper aux poursuites – et pour certains au peloton d'exécution –, ces inconditionnels continuèrent leur action de l'étranger : l'Italie, l'Espagne franquiste, le Portugal salazariste, la Suisse et aussi la Belgique. Cette *diaspora* d'activistes nationalistes et anticommunistes, dont certains flirtaient avec des idées proches du fascisme, donna naissance – surtout dans la presse et l'opinion de gauche – à des théories de complot selon lesquelles il existait une "OAS internationale" faisant partie d'un "Orchestre Noir" redoutable. Selon les défenseurs de cette thèse, elle était disposée et capable – comme le proclamait son slogan le plus connu : "l'OAS frappe qui elle veut, où elle veut, quand elle veut" – d'installer, par la voie du terrorisme, des régimes forts où la gauche n'aurait plus sa place.

Il existe une abondante littérature traitant de la guerre d'Algérie et de l'OAS. Il s'agit essentiellement de mémoires et de livres journalistiques plus ou moins fiables. Jusqu'à présent une étude historique d'une OAS dispersée en Europe faisait défaut. Le livre paru en 2013 sous la direction d'Olivier Dard et Victor Pereira se veut une tentative de démêler le vrai et le faux. Huit auteurs y examinent les vérités et les légendes qui

entourent les exilés de l'OAS. Le livre contient des articles sur les activités des anciens de l'OAS en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne franquiste, au Portugal salazariste et en Argentine. La plupart de ces articles montrent que, si les activistes ont trouvé dans ces pays des appuis certains, ceux-ci étaient conditionnels et subordonnés aux objectifs internationaux des pays en question. Ainsi, si l'Espagne franquiste fut une base de repli plus ou moins confortable, le soutien à l'OAS était limité, entre autres parce que l'Espagne cherchait à se rapprocher de la Communauté Economique Européenne et avait besoin, dans ce contexte, du soutien de la France. De même, au Portugal, la raison d'État l'emportait sur les accointances idéologiques (soutien souhaité pour la politique africaine de Salazar).

Un des articles les plus fournis est sorti de la plume de Francis Balace. Il décrit, en un style bien à lui, la présence et les agissements d'éléments OAS en Belgique. Ceux-ci ont fait parler d'eux avant l'indépendance de l'Algérie par le plasticage d'un cargo à Anvers, l'assassinat d'un étudiant FLN et deux attentats aux livres piégés, dont le premier coûta la vie au professeur Georges Laperche, très actif dans les réseaux d'aide au FLN. On sait que l'OAS rencontrait de la sympathie et trouvait de l'appui auprès de quelques mouvements d'extrême droite tels le Mouvement d'Action Civique de Jean Thiriart ainsi que Jeune Europe, de même qu'auprès de certains militants opposés à l'indépendance du Congo. Mais la présence OAS en Belgique se manifesta surtout après

l'indépendance de l'Algérie. En effet, en 1962, les dirigeants de l'OAS-Métro s'installèrent en Belgique, avec le soutien actif d'un réseau implanté à Tournai et dirigé par le dentiste José Delplace, qui appartenait à la tendance catholique intégriste. L'OAS-Métro trouva d'autres complicités allant du propriétaire de la *Dernière Heure* Maurice Brébart Jr à un couple installé à Uccle et servant de point de chute pour les nouveaux arrivants. Le PC de l'OAS-Métro (Pierre Sergent) fut installé à Ostende, où l'organisation prit en location quelques "appartements filtres" faisant partie d'une filière d'évacuation vers la France. Le PC opérationnel de l'ORO (Organisation Renseignement et Opérations) fut installé au "Petit Manoir" à Keerbergen. De plus, l'ORO loua quelques immeubles en Ardenne (notamment des fermes à Orgeo et à Lorcy près de Saint-Hubert, un bungalow à Creppelez-Spa et la villa spacieuse "La Tourelle" à Profondeville) destinés à héberger les membres des commandos ORO et leur armement. On sait qu'un projet d'attentat contre le Premier ministre français Pompidou fut planifié et organisé depuis le territoire belge. Mais l'aventure fit long feu : en septembre 1962, la police belge démantelait le réseau ORO.

Ce qui précède n'est pas vraiment nouveau. Le lecteur intéressé aura pris connaissance à l'époque des 'mémoires' publiées par des anciens de l'ORO (Jean-Marie Curutchet, Gilles Buscia) qui racontent leur périple belge, souvent avec un peu moins de détails qu'on ne l'eût souhaité...<sup>1</sup>. Un des mérites de l'article de Balace est d'avoir réuni tous les

1. J.-M. CURUTCHET, *Je veux la tourmente*, Paris, 1973; G. BUSCIA, *Au nom de l'OAS, Objectif Pompidou*, Nice, 1980; du même auteur, *Au nom de l'OAS, Requiem pour une cause perdue*, Nice, 1981.

éléments connus mais souvent introuvables. Balace s'appuie largement sur la presse de l'époque. Hormis quelques documents provenant des Affaires étrangères français et belge, il ne semble pas avoir utilisé des archives proprement dites. La plus grande partie des archives de l'OAS semble avoir été détruite. Mais il eût été possible d'examiner si l'Office des Étrangers possédait des dossiers aux noms des Français de l'OAS ayant séjourné en Belgique. Sans doute ont-ils franchi la frontière clandestinement et sous une fausse identité, mais leur découverte, en septembre 1962, a donné lieu à la constitution d'un dossier. S'il est vrai que les dossiers de la Police des Étrangers sont des dossiers administratifs, j'ai pu constater au détour de l'un ou l'autre document qu'ils contiennent parfois des éléments révélateurs. Ainsi, le dossier établi au nom de Curutchet contient un extrait du Bulletin Central de Signalements (BCS) du 16 septembre 1962. Il nous apprend qu'il existe un mandat d'amener à son égard, étant inculpé de "port public de faux nom et recel de malfaiteurs". Le Bulletin signale en outre qu'il pourrait être porteur de papiers belges au nom de Jacques-Jean Heuchenne, fils de Jean et d'une dame Van Acker, inscrit à Schaerbeek. Cette carte d'identité fut délivrée à Tournai le 14 novembre 1961. Elle porte comme adresse antérieure : Tournai, rue des Puits d'Eau à partir du 30 octobre 1961. Ceci nous ramène au petit réseau monté à Tournai par le dentiste Delplace; c'est lui, en effet, qui vola des cartes d'identité vierges à deux notables tournaisiens. À noter d'ailleurs que le dossier Curutchet contient aussi un document établi au nom de Van Acker, ayant sans doute servi à Curutchet lors de son séjour en Belgique.

La conclusion de Balace à propos de l'activité OAS en Belgique est assez prosaïque : les

journaux (surtout ceux de gauche) ont publié "des sommets d'approximation et d'exagération". Pas étonnant, puisque, selon Balace, le MAC et Thiriart ont eux-mêmes gonflé délibérément l'aide apporté aux exilés de l'OAS. Il reste néanmoins que l'OAS Métro a pu compter sur de nombreuses complicités en Belgique sur lesquelles nous ne savons toujours pas tout.

Les auteurs des articles sur les ramifications de l'OAS en Suisse, en Italie, en Espagne et au Portugal ont, quant à eux, largement puisé dans les archives de leurs pays, notamment dans celles des services secrets italiens et du PIDE portugais. Surtout pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal, il en ressort que les *despérados* de l'OAS ont pu compter sur le soutien relatif des services secrets des pays concernés. Mais ce soutien n'était pas absolu (sauf dans le cas des Phalangistes espagnols). Il était subordonné à des considérations de politique internationale. Dès lors, les auteurs des articles en arrivent tous à la conclusion que l'aide fournie à l'OAS à l'étranger était après toute restriction et dans certains cas conditionnelle.

Ce livre est une contribution importante à une tendance qui se fait jour de plus en plus dans l'historiographie actuelle : celle de réduire des représentations mythiques ou exagérées à leur justes dimensions. Mais, s'il n'y avait pas de complot international néo-fasciste s'appuyant partiellement sur une OAS Internationale, il faut se garder de trop minimiser ce phénomène. Il est indéniable que l'OAS a cherché et trouvé du soutien auprès d'organisations (néo)-fascistes (au Portugal et en Espagne par exemple, mais aussi en Belgique). Quelques-unes de ces organisations ont bel et bien tenté de fonder une

“internationale fasciste”, se nourrissant de l’anticommunisme fort répandu à l’époque et adopté largement par l’OAS.

**Etienne Verhoeyen**